

Am 1. November 2017 hat der Bundesrat die «Gesamtschau zur mittelfristigen Weiterentwicklung der Agrarpolitik» vorgestellt. Eine der grössten Herausforderungen für den Bundesrat ist das Beibehalten des verminderten Zollschatzes einzelner Landwirtschaftsprodukte. Dieses Unterfangen würde die Landwirtschaft erneut durchrütteln und für viele Landwirte eine komplette Neuorientierung ihrer Strategie – besonders im Produktionsbereich – bedeuten. Entgegen der Anträge der SAB bieten diese Vorschläge für die Jahre 2022-2025 nicht die dringend benötigte Stabilität im Landwirtschaftssektor. Für die SAB geht das Projekt des Bundesrates in die falsche Richtung. Es schwächt die Beteiligten, die immer wieder veränderten Rahmenbedingungen ausgesetzt sind.

In diesem Zusammenhang ist es für die SAB wichtig, Massnahmen die die Schweizer Nahrungsmittelproduktion und die gemeinwirtschaftli-

chen Leistungen der Berglandwirtschaft sichern, beizubehalten. Die extensive Berglandwirtschaft entspricht ganz und gar den heutigen Konsumentenerwartungen. Regionale Produkte mit kurzen Transportwegen kombiniert mit einem Label das das Tierwohl garantiert, erfreuen sich grosser Beliebtheit.

Diese Entwicklung, welche inzwischen auch die politische Ebene erreicht hat<sup>1)</sup>, stellt einen Produktionsvorteil für die Berglandwirtschaft dar. Um diese Chance zu packen, müssen die Berglandwirte ihre Kräfte bündeln und den Konsumentinnen und Konsumenten auch die nachgefragten Produkte in gleichbleibend hoher Qualität liefern können. Nur so können sie sich von der standardisierten und industrialisierten Produktion abheben.

Le 1<sup>er</sup> novembre, le Conseil fédéral a présenté sa « Vue d'ensemble du développement à moyen terme de la politique agricole ». Parmi les principaux défis à venir, auxquels le Conseil fédéral entend s'attaquer, il faut surtout retenir la réduction de la protection de certains produits agricoles aux frontières. Ce projet va une nouvelle fois secouer le monde agricole. Car il impliquera, pour de nombreux paysans, une réorientation de leur stratégie, notamment en termes de production. Contrairement aux demandes du SAB, ces propositions n'offriront pas aux agriculteurs la stabilité nécessaire pour la période 2022-2025, soit la durée correspondant à un programme agricole. Pour le SAB, le projet du Conseil fédéral va dans la mauvaise direction. Il continuera à déstabiliser des acteurs qui ont constamment été soumis à des règles du jeu changeantes.

Dans ce contexte, pour le SAB, il est important de soutenir les mesures destinées à valoriser la production alimentaire, ainsi que l'ensemble des

prestations fournies par l'agriculture de montagne. Car cette agriculture, avant tout extensive, est en adéquation avec plusieurs tendances exprimées par les consommateurs. En effet, il existe actuellement un engouement pour les produits de proximité, pour des aliments durables en raison de leur faible impact sur l'environnement, ainsi que pour les modes de production tenant compte du bien-être animal.

Ces diverses tendances, qui s'expriment aussi au niveau politique<sup>2)</sup>, peuvent constituer un avantage pour l'agriculture de montagne. En effet, elle est particulièrement bien placée pour relever ce genre de défis. Dans ce contexte, les paysans de montagne ont tout intérêt à rassembler leurs forces, afin de répondre aux attentes d'une partie des consommateurs et de se démarquer par rapport aux produits industriels et standardisés.

## Die Schweizer Berglandwirtschaft für die Zukunft fitmachen



Vincent Gillioz  
Chefredakteur der «montagna»

## Assurer l'avenir de l'agriculture suisse de montagne

1) Der Bundesrat hat im September 2017 den Massnahmenkatalog zur Reduktion des Pflanzenschutzmittelverbrauchs gutgeheissen. Zwei Volksinitiativen für die nachhaltige Produktion sind lanciert worden.

2) En septembre 2017, le Conseil fédéral a adopté un plan d'action pour réduire l'utilisation des produits phytosanitaires. Deux initiatives populaires ont été lancées pour réclamer des modes de production plus durables.